

Société du Plan Nord

Demande de renseignements généraux de l'opposition adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux

Étude des crédits 2019-2020

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.	10
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	13
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	15
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.	17

5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme: a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et la liste des formations ventilées par catégorie; données par un professionnel ou une firme externe: d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.	18
6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation.	19
7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	20
8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.	22
9	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	23
10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	24
11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 : a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	25

12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère: - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.</p>	26
13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.</p>	27
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie: a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) le coût des frais d'itinérance; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.</p>	28

15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation), pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; s) le nombre de postes vacants.</p>	29
16	<p>Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>	31
17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>	32
18	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>	33

19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	34
20	Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	35
21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2019-2020.	36
22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2019-2020.	37
23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2019-2020; c) par catégorie d'âge.	38
24	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	39
25	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.	40
26	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	41
27	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; ventiler le montant total par catégorie.	42
28	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	43

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
29	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.	44
30	Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	45
31	Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	46
32	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.	47
33	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 : a) le détail des demandes; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.	48
34	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	49
35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	50
36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.	51
37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.	52
38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.	53

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	54
40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	55
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	56
42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	57
43	Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	58
44	Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	59
45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	60
46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	62
47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	63
48	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	64
49	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	65
50	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	66
51	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	67

NO	TABLE DES MATIÈRES	Page
52	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	68
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	69
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	70
55	Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.	71
56	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	75
57	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	76
58	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	77
59	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	78
60	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	79
61	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2017-2018 et 2018-2019 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	80
62	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	81
63	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	82

64	Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes : a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 - base annuelle (en Mt CO 2); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt CO 2); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en Kt de CO 2); e) les investissements totaux des projets (en milliers \$); f) les aides financières totales du ministre (en milliers \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.	83
----	---	----

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Description		Coût total	Participants
Voyage à :	Toronto, Ontario		
Date :	du 19 au 22 avril 2018		
But du voyage :	Élaboration du cadre stratégique pour l'Arctique	929,83 \$	Geneviève Morneau, directrice des relations territoriales.
Personnes rencontrées :	Les représentants du gouvernement du Canada et les représentants des territoires et provinces concernés		
Voyage à :	Toronto, Ontario		
Date :	du 24 au 26 avril 2018		
But du voyage :	Reversing Wildlife Decline : New approaches for conservation	1 447,75 \$	Alexandre Ballargeon, directeur des relations interministérielles.
Personnes rencontrées :			
Voyage à :	Londres, Royaume-Uni		Robert Sauvé, président-directeur général;
Date :	22 au 26 avril 2018		Andréanne Séguin, adjointe exécutive et coordonnatrice
But du voyage :	Mission économique avec ministre Moreau et Canadian Mining Symposium	12 392,11 \$	intergouvernementale;
Personnes rencontrées :	Investisseurs secteurs énergétique et minier du Québec		Manon Boucher, vice-présidente relation territoriale et gouvernementale;
			Patrick Lalande, adjoint exécutif.

Voyage à :	New York, États-Unis		
Date :	du 29 avril au 2 mai 2018	2 226,74 \$	Jocelyn Douh�ret, directeur, Bureau de commercialisation.
But du voyage :	Mines & Money		
Personnes rencontrées :	Compagnies minières		
Voyage � :	Iles Faro�, Danemark		
Date:	du 6 au 11 mai 2018	637,56 \$	Robert Sauvé, président-directeur général.
But du voyage:	Forum Arctic Circle		
Personnes rencontrées:	Voyage annulé		
Voyage � :	Whitehorse, Yukon		
Date:	du 22 au 25 mai 2018	1 909,31 \$	Catherine Hébert, conseillère en développement régional.
But du voyage:	Center for the North (CFN) Meeting		
Personnes rencontrées:	Représentants des communautés autochtones et divers pays intéressés par cette conférence		
Voyage � :	New York, �tats-Unis		Manon Boucher, vice-présidente relation territoriale et gouvernementale;
Date:	du 4 au 7 juin 2018	5 294,80 \$	Patrick Lalande, adjoint exécutif.
But du voyage:	121 Mining Investment		
Personnes rencontrées:	Compagnies minières		
Voyage � :	Yellowknife, Canada		
Date:	du 8 au 11 août 2018	1 320,53 \$	Philippe Quessy, analyste.
But du voyage:	Arctic Indigenous Investment Conference		
Personnes rencontrées:	Divers intervenants et investisseurs intéressés par cette conférence		
Voyage � :	Ottawa, Ontario		
Date:	du 26 au 28 septembre 2018	1 132,84 \$	Geneviève Morneau, directrice des relations territoriales.
But du voyage:	Politique arctique fédérale		
Personnes rencontrées:	Sous-ministres fédéraux et membres du gouvernement des provinces et territoires du Canada		
Voyage � :	Reykjavik, Islande		Alexandre Ballargeon, directeur des relations interministérielles;
Date:	17 au 24 octobre 2018	6 266,89 \$	Robert Sauvé, à titre de représentant du président-directeur général.
But du voyage:	Forum de l'Arctic Circle		
Personnes rencontrées:	Décideurs de haut niveau sur des enjeux clés dans l'Arctique		
Voyage � :	New York, �tats-Unis		
Date:	du 3 au 5 octobre 2018	2 427,66 \$	Jocelyn Douh�ret, directeur, Bureau de commercialisation.
But du voyage:	121 Mining Investment		
Personnes rencontrées:	Compagnies minières		
Voyage � :	Winnipeg, Canada		
Date:	du 23 au 25 octobre 2018	1 593,75 \$	Catherine Hébert, conseillère en développement régional.
But du voyage:	Center for the North (CFN) Meeting		
Personnes rencontrées:	Représentants des communautés autochtones et divers pays intéressés par cette conférence		

Voyage à:	Ottawa, Ontario		
Date:	du 5 au 7 novembre 2018		
But du voyage:	Politique arctique fédérale	679,72 \$	Geneviève Morneau, directrice des relations territoriales.
Personnes rencontrées:	Sous-ministres fédéraux et membres du gouvernement des provinces et territoires du Canada		
Voyage à:	Ottawa, Ontario		
Date:	du 11 au 14 décembre 2018		
But du voyage:	ArcticNet - réunion sur la recherche arctique et nordique	630,37 \$	Catherine Hébert, conseillère en développement régional.
Personnes rencontrées:	Représentants du gouvernement canadien et d'autres provinces du Canada, chercheurs, représentant d'organisation autochtone du pays.		
Voyage à:	Timmins, Ontario		
Date:	du 29 janvier au 1 ^{er} février 2019		
But du voyage:	Consortium de la baie d'Hudson	109,99 \$	Julie-Simone Hébert, conseillère en développement régional.
Personnes rencontrées:	Représentants des communautés autochtones et partenaires de la SPN		
Voyage à:	Yellowknife, Canada		
Date:	du 23 au 25 janvier 2019		
But du voyage:	Forum des Ministres du Nord, comité technique SOWG	1 837,42 \$	Andréanne Séguin, adjointe exécutive et coordonnatrice intergouvernementale.
Personnes rencontrées:			

*Les montants incluent les dépenses des participants

Les sous-questions f), g), h), i) et j) ne semblent pas pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18). plannord.gouv.qc.ca

Informations au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Déplacement en avion au Québec de monsieur Robert Sauvé, président-directeur général.

Date de départ	Date de retour	Itinéraire	Coût	Raison du déplacement
2018-04-11	2018-04-11	Chibougamau	749,17 \$	Journée des donneurs d'ordres et fournisseurs
2018-05-15	2018-05-16	Rouyn-Noranda	826,39 \$	Symposium minier Matagami
2018-05-29	2018-05-29	Val-d'Or	667,56 \$	Explo Abitibi 2018 - allocution du ministre Moreau

Déplacement en avion au Québec de monsieur René Dufresne, président-directeur général.

Date de départ	Date de retour	Itinéraire	Coût	Raison du déplacement
2018-07-26	2018-07-27	Sept-Îles	891,57 \$	Annonce concernant route 389 et rencontres d'affaires avec IDManicouagan
2018-08-07	2018-08-07	Havre-St-Pierre	2 053,08 \$	Rencontre avec des élus de Minganie
2018-08-16	2018-08-16	Rouyn-Noranda	877,75 \$	Rencontre avec l'Administration régionale Baie-James
2018-09-05	2018-09-07	Chibougamau	1 509,57 \$	Conseil d'administration sur le territoire
2018-09-12	2018-09-12	Sept-Îles	418,47 \$	Rencontre avec Innu Takuaikan Uashat Mak (ITUM)
2018-10-10	2018-10-10	Sept-Îles	760,93 \$	Rencontre avec le maire de Sept-Îles
2018-11-14	2018-11-14	Chibougamau	1 120,29 \$	Rencontre avec les élus de Chapais et de Chibougamau
2018-11-28	2018-11-28	Sept-Îles	679,86 \$	Rencontre avec Développement Économique Sept-Îles (DÉSI)

2018-12-03	2018-12-04	Sept-Îles, Baie-Comeau	829,38 \$	Annonce Observatoire de veille environnementale de la baie de Sept-Îles et rencontre avec IDManicouagan
2019-02-14	2019-02-14	Sept-Îles	676,24 \$	Rencontre avec le maire de Sept-Îles et Développement Économique Sept-Îles (DÉSI)

Les sous-questions d) et e) ne semblent pas pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). plannord.gouv.qc.ca

Informations au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Dépenses
Publicité	
Centre de services partagés du Québec	550,00 \$
Groupe Capitales Medias	19 340,00 \$
Ass. Constructeur de routes (ACRGTQ)	734,00 \$
Jobillico	2 990,00 \$
Tire-Media	1 452,00 \$
Ordre des administrateurs agréés du Québec	550,00 \$
La Presse	16 456,00 \$
Le Devoir	4 800,00 \$
Publication Nord-Côtier	608,00 \$
Le Soleil	2 992,00 \$
Diffusion de communiqué	
CNW Telbec	2 556,00 \$
Articles promotionnels	
	0,00 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). plannord.gouv.qc.ca

Informations au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Type d'événement	But visé	Coût global
Congrès*	Journée des donneurs d'ordre et des fournisseurs	291,10 \$

*Dépenses nettes de l'événement

Informations au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme: a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et la liste des formations ventilées par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe: d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Formation de communication organisée par la Société

a) 7 903,19 \$

b) Formation en écriture statégique

Formation de communication donnée par un professionnel ou une firme externe

Aucune formation de communication en 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). plannord.gouv.qc.ca

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

6. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation.

Aucune dépense en formation de communication en 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4 par. 22 et 23). plannord.gouv.qc.ca

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Contrats de moins de 25 000 \$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
9044-8002 Québec inc. (Arsenal Web)	Modifications techniques variées reliées aux bases de données des entreprises. (Bureau de commercialisation)	10 000,00 \$
9044-8002 Québec inc. (Arsenal Web)	Modification du formulaire de recensement. (Bureau de commercialisation)	2 358,75 \$
9044-8002 Québec inc. (Arsenal Web)	Hébergement de bases de données. (Bureau de commercialisation)	3 522,00 \$
9250-0602 Québec inc. (APIGI)	Conseils sur le projet de valorisation énergétique des matières résiduelles municipales de Kuujuaq.	15 000,00 \$
9268-3275 Québec inc. (Netleaf)	Soutien technique et gestion de l'hébergement du site Internet de la Société.	5 000,00 \$
Adecco Services de ressources humaines Ltée	Services de placement temporaire de personnel administratif.	22 000,00 \$
Alan Fortin Finition Intérieure inc.	Aménagement (peinture) - Bureau de Roberval.	3 150,00 \$
Artopex inc.	Fourniture de biens meubles.	4 601,00 \$
Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	Services-conseil juridiques.	9 000,00 \$
Conseillers Acti-communication inc.	Formation concernant l'écriture stratégique.	15 000,00 \$

Guylaine Chevanel inc.	Cours d'anglais.	11 920,00 \$
Imagerie Optik 360 inc.	Marketing et communication, photographique, production vidéo, Web et application ainsi que des services linguistiques.	20 000,00 \$
Julie Vincent	Collecte d'informations concernant la formation et l'employabilité dans la communauté innue de Pakuashipi.	11 548,00 \$
Madeleine Paulin	Membre du comité de sélection pour la nomination du PDG de la Société.	3 500,00 \$
Mallette S.E.N.C.R.L.	Assister la Société dans sa démarche de planification stratégique 2020-2025 afin de préparer et animer un atelier de travail auprès des employés.	9 300,00 \$
Mobilier de Bureau MBH inc.	Fourniture de biens meubles.	3 469,40 \$
Nouvelles Meltwater Canada inc.	Revue de presse quotidienne et accès à l'utilisation d'une plateforme média.	22 000,00 \$
Serge Matte	Coordination de logistique événementielle, incluant notamment la gestion des fournisseurs externes et le montage et démontage des lieux. Services de photographie.	20 000,00 \$
Service d'Intervention sur mesure inc. (S.I.M.)	Modifications techniques à la plateforme de la SPN dans Cognibox. (Bureau de commercialisation)	10 000,00 \$
Service d'Intervention sur mesure inc. (S.I.M.)	Hébergement et utilisation de la plateforme COGNIBOX. Support pour les employés de la SPN qui administrent la plateforme. (Bureau de commercialisation)	16 900,00 \$
Simon-Pierre Boucher	Effectuer une modélisation des coûts des projets soumis par les proposants dans le cadre de l'appel de projets pour l'approvisionnement de la Côte-Nord en gaz naturel liquéfié.	5 000,00 \$
SOCAM inc.	Services de traduction et d'interprètes pour la Journée des donneurs d'ordre et des fournisseurs.	4 230,00 \$

NOTE : tous les contrats ont été conclus de gré à gré.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Informations au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Aucun contrat de la Société du Plan Nord n'a fait l'objet d'une autorisation du dirigeant de l'organisme tel que prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Les contrats octroyés sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

La Société du Plan Nord n'a effectué aucun appel d'offres public en 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 : a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère: - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

La Société du Plan Nord n'a eu aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ en 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour l'ensemble de la Société du Plan Nord, en 2018-2019, le montant de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie :	7 523,01 \$
b) le mobilier de bureau et c) l'ameublement :	27 459,40 \$
d) la décoration et l'embellissement :	- \$
e) le distributeur d'eau de source :	118,35 \$
f) le remboursement des frais de transport :	178 912,08 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement :	74 873,87 \$
h) le remboursement des frais de repas :	22 492,94 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	- \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
I. a) au Québec	39 568,00 \$
II. b) à l'extérieur du Québec	1 846,00 \$

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie: a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) le coût des frais d'itinérance; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Coût d'acquisition des appareils :	0 \$
Coût d'utilisation des appareils :	21 233,75 \$
Coût des contrats téléphoniques :	0 \$
Coût des frais d'itinérance :	443,00 \$
Coûts de résiliation :	215,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25). plannord.gouv.qc.ca

Informations au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation), pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; s) le nombre de postes vacants.

- a) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- b) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- c) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- d) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- e) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- f) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- g) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
- j) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .
- k) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir : 10
- l) Les employés de la Société du Plan Nord ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique* .

m)

Point de service	Nombre de postes par catégorie d'emploi
Québec (siège social)	Dirigeant et cadre : 7 Professionnel : 22 Personnel de bureau, technique et assimilé : 9
Baie-Comeau	Professionne : 1
Chibougamau	Professionnel : 2
Roberval	Professionnel : 2 Personnel de bureau, technique et assimilé: 1
Kujjuuaq	Professionnel : 1
Sept-Îles	Dirigeant et cadre : 1 Professionnel : 6

N'inclus pas les prêts de service.

q) Nombre de postes abolis au net en 2018-2019 : 0

Les réponses aux sous-questions n), o), p) et r) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour l'ensemble des ministères et organismes.

s) Nombre de postes vacants 2018-2019 : aucun

Informations au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

16. Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : aucun.

c) En réponse à cette question, se référer à la réponse de la question 16.a)

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 3

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Emplacement	Superficie louée (m ²)	Coût du loyer annuel	Nom du locateur
Baie-Comeau, 625, boulevard Laflèche, RC, bureau 704	33,74	7 130 \$	Société québécoise des infrastructures
Chibougamau, 462, 3e rue, bureau 11	71,08	14 131 \$	Société de développement de la Baie-James
Québec, 900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 720	1 066,78	413 510 \$	Société québécoise des infrastructures
Roberval, 755, boulevard Saint-Joseph, bureau 203 A	94,30	18 988 \$	Société québécoise des infrastructures
Sept-Îles, 690, boulevard Laure, bureau 104.5	176,57	27 121 \$	Société québécoise des infrastructures
Kuujuak, Centre de recherche Makivik	13,29	8 520 \$	Société Makivik

Les ententes avec la SDBJ et la Société Makivik sont renouvelables annuellement. Pour la durée des baux de la SQI, cette dernière répondra à la question.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). plannord.gouv.qc.ca

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La Société du Plan Nord n'a pas engagé de coûts pour le déménagement, l'aménagement, la rénovation ou d'autres travaux pour les bureaux de la haute direction.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

20. Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Société du Plan Nord n'a pas de budget discrétionnaire.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Société du Plan Nord n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Société du Plan Nord n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2019-2020; c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

24. Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Société du Plan Nord n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

En réponse à cette question, se référer à la question 15 j) des demandes de renseignements généraux.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Ne s'applique pas

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; ventiler le montant total par catégorie.

Liste des abonnements

Type d'abonnement	Coût	Fournisseur	Nature du service
Annuel	22 000,00 \$	Meltwater News Canada	Revue de presse
Annuel	14 015,81 \$	Influence Communications inc.	Revue de presse
Annuel	2 556,12 \$	CNW Telbec	Publication
Annuel	325,95 \$	Groupe Tertio	Magazine Ressources Mines et Industrie
Annuel	49,97 \$	L'actualité	abonnement
Annuel	233,00 \$	Réseaux MERX	Diffusion d'appels d'offres publics
Annuel	49,99 \$	Les Affaires	abonnement

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune dépense encourue en 2018-2019.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

a) Nom du site Web : plannord.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Nexun Média (site Web de la Société du Plan Nord) / Cognibox (pour la plateforme d'affaires du Plan Nord, laquelle est intégrée au site Web de la Société du Plan Nord)

c) Les coûts de construction du site : aucun en 2018-2019

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien, de mise à jour : 40 \$/mois pour l'hébergement

e) Les coûts de modernisation ou de refonte : 0 \$ (pour le site Web de la Société du Plan Nord) / 0 \$ (pour la plateforme d'affaires du Plan Nord)

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites : cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour : selon les besoins

h) Le responsable du contenu du site : Société du Plan Nord

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

30. Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

En réponse à cette question, se référer à la question 7 des demandes de renseignements généraux.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

31. Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Aucune tournée ou rencontres ministérielles en 2018-2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport d'activité 2018-2019 de la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 : a) le détail des demandes; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

La Société du Plan Nord n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2018-2019.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Société du Plan Nord n'a versé aucune prime au rendement ou boni en 2018-2019.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

La Société a versé un montant à titre d'indemnité de départ pendant l'année 2018-2019. Ces modalités financières de fin d'emploi convenues entre les parties ne peuvent être communiquées en raison du privilège relatif au règlement des litiges reconnus en pareille matière.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

43. Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

44. Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (GT30%)	Proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement qui serait mis en oeuvre à compter de 2020.	Composé de représentants du MDDELCC, du MFFP, du MERN, du Secrétariat aux affaires autochtones et de la SPN, de représentants des nations crie, innue, inuite et naskapie ainsi que de représentants de l'Institut nordique du Québec (Université Laval), de Nature Québec, de la Société pour la nature et les parcs du Canada - section Québec, de l'Association minière du Québec, de l'Association de l'exploration minière du Québec, du Conseil de l'industrie forestière du Québec, du Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James, d'Hydro-Québec, des régions du Saguenay–Lac-St-Jean et de la Côte-Nord.	MDDELCC et SPN

Comité interministériel sur le navettage aéroporté	Documenter les questions relatives au navettage aéroporté, mesurer les effets du navettage aéroporté et réfléchir à la mise en place de mesures d'atténuation des effets négatifs du navettage aéroporté.	Composé de représentants de la SPN, du Secrétariat aux affaires autochtones, du MERN, du MAMOT, d'Emploi-Québec, du Secrétariat à la condition féminine, du MTMDET, de la Commission de la construction du Québec, du ministère de la Justice, du MEES et du MSSS.	SPN
Comité d'évaluation gouvernemental de l'appel de projets pour l'approvisionnement de la Côte-Nord en gaz naturel liquéfié	Analyser les projets reçus et faire des recommandations au gouvernement concernant la ou les solutions offrant le meilleur potentiel.	Composé de dirigeants du MERN, de la SPN, du ministère des Finances et du ministère de l'Économie et de l'Innovation.	MERN et SPN
Sous-comités (3) d'analyse du comité d'évaluation gouvernemental de l'appel de projets pour l'approvisionnement de la Côte-Nord en gaz naturel liquéfié	Appuyer le comité d'évaluation dans l'analyse des projets reçus.	<p>Sous-comité 1 – Financement, retombées économiques et marchés</p> <ul style="list-style-type: none"> — Ministère des Finances — Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles — Ministère de l'Économie et de l'Innovation — Secrétariat aux affaires maritimes — Ressources Québec — Société du Plan Nord <p>Sous-comité 2 – Aspects de logistique de transport, aspects techniques et infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> — Société du Plan Nord — Secrétariat aux affaires maritimes — Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles — Ministère de l'Économie et de l'Innovation <p>Sous-comité 3 – Aspects sociaux et environnementaux</p> <ul style="list-style-type: none"> — Transition énergétique Québec — Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles — Société du Plan Nord 	MERN et SPN

Aucuns honoraires n'ont été versés relativement à ces comités.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

49. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La Société du Plan Nord qui coordonne la mise en œuvre du Plan Nord comptait, au 28 février 2019, 52 employés.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

50. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Société du Plan Nord
Budget 2018-2019
(En millions de dollars)

REVENUS	
Contribution du Fonds du Plan Nord	86,1
Gain lié à une participation dans une entreprise publique	5,0
Total des revenus	91,1
DÉPENSES	
Dépenses administratives	9,7
Ministères et organismes	60,4
Autres mesures	10,4
Fonds d'initiatives du Plan Nord	3,0
Total des dépenses	83,5
Excédent (déficit)	7,6

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

51. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transport du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

52. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transport (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

55. Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

Depuis le 1^{er} avril 2015, des modifications à la Loi instituant le Fonds du Plan Nord sont entrées en vigueur. Depuis cette date, le Fonds du Plan Nord est affecté à l'administration de la Société du Plan Nord et au financement de ses activités. Il ne finance plus directement les ministères et les organismes. La liste suivante représente les aides financières accordées en vertu de programmes financés par la Société du Plan Nord, dont les activités sont financés par le Fonds du Plan Nord. Elle comprend donc les aides financières consenties par le Fonds d'initiatives du Plan Nord et le Programme de développement de serres communautaires.

Liste des aides financières accordées en vertu du programme du Fonds d'initiatives du Plan Nord

Bénéficiaire	Montant accordé (\$) en 2018-2019
ArcticNet	100 000 \$
FaunENord	49 162 \$
Parc nature de Pointe-aux-Outardes	29 844 \$
Administration Portuaire du Saguenay	50 000 \$
Agence de développement des communautés Innu et jeannoise (Forêt modèle du Lac-St-Jean)	20 000 \$
Agora Boréale	24 000 \$
Animations pace-âge - Maison de la famille	88 855 \$
Archéo-Mamu Côte-Nord	61 148 \$
Association crie de pourvoirie et de tourisme (ACPT/COTA)	34 420 \$
Biopierre -Centre de développement des bioproduits	99 571 \$
Brasserie La Mouche	33 750 \$
Carrefour jeunesse-emploi de Duplessis	7 958 \$
Centre de développement de la formation et de la main d'œuvre (CDFM) huron-wendat	100 000 \$
Centre d'études collégiales à Chibougamau - Service aux entreprises et aux collectivités (SEC)	100 000 \$
Centre d'études nordiques, Université Laval	32 967 \$

Chisasibi Eeyou Resource and Research Institute	242 745 \$
Comité condition féminine Baie-James	50 000 \$
Comité de Développement de Girardville (CDG)	100 000 \$
Conseil des Innus de Nutashkuan	62 033 \$
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac John	250 000 \$
Conseil des Innus de Pessamit	100 000 \$
Conseil des Innus de Unamen Shipu	45 000 \$
Conseil des Innus de Unamen Shipu	9 900 \$
Conseil régional de l'environnement sur la Côte-Nord	72 222 \$
Consortium de recherche sur la pomme de terre du Québec (CRPTQ)	86 570 \$
Corporation de développement économique de la Ville de Chapais	82 064 \$
Cree Trappers Association of Waswanipi	100 000 \$
Développement Chibougamau	100 000 \$
Fondation des arts et de la culture Comeau	31 500 \$
Innovation et Développement Manicouagan	100 000 \$
Innu Takuaihan Uashat mak Mani-Utenam (ITUM)	99 965 \$
Institut nordique de recherche en environnement et en santé au travail (INREST)	94 200 \$
Journal Innuvelle	29 000 \$
Maison des organismes communautaires de Sept-Îles (Mocsi) Maison Alouette	110 000 \$
Municipalité de Franquelin	250 000 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	100 000 \$
Naskapi Nation of Kawawachikamach	81 000 \$
Nibiischii Corporation	45 000 \$
Parc nature de Pointe-aux-Outardes	100 000 \$
Parc régional des Grandes-Rivières du lac Saint-Jean	180 000 \$
Propulsion Québec	100 000 \$
SADC Manicouagan	100 000 \$
Société du port Ferroviaire de Baie-Comeau (SOPOR)	17 910 \$
Société Makivik	29 917 \$
Société Makivik	100 000 \$
Taqramiut Nipingat Inc.	27 493 \$
Taqramiut Nipingat Inc.	250 000 \$
Tourisme Côte-Nord	25 000 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	33 544 \$

Whapmagoostui First Nation	22 491 \$
Wiinipaakw Tours Solidarity Coop	59 267 \$
Centre Unicura	15 000 \$
Cree First Nation of Waswanipi	12 965 \$
Innovation et Développement Manicouagan	20 340 \$
Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka	25 000 \$
Centre d'expérimentation et de développement en forêt boréale (CEDFOB)	100 000 \$
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac John	74 710 \$
Cree Nation of Nemaska	48 550 \$
Institut nordique du Québec	50 000 \$
Isuarsivik Treatment Centre	98 561 \$
Société Makivik	42 135 \$
Table bioalimentaire Côte-Nord	73 270 \$
Développement Matagami	35 935 \$
Centre d'action bénévole le Virage	100 000 \$
Commission scolaire de l'Estuaire	77 857 \$
Corporation des services Universitaires secteur ouest de la Côte-Nord	40 675 \$
Fédération Québécoise des chasseurs et pêcheurs du Québec (région Côte-Nord)	20 000 \$
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	43 000 \$
Municipalité Rivière-Saint-Jean / Magpie	12 711 \$
Northern Village of Kangiqsualujjuaq	99 820 \$
Partenaires à Part Égale	4 715 \$
Société historique du Golfe inc.	23 969 \$
Université du Québec à Montréal	81 171 \$
Université Laval	71 014 \$
Ville de Schefferville	71 198 \$
L'association pour le developement du Tourisme / Whiteley Museum	87 166 \$

Liste des aides financières accordées en vertu du programme de développement de serres communautaires

Nation Naskapi de Kawawachikamach	118 927 \$
Coopérative de solidarité Gaia	128 400 \$
Localité de Villebois	55 000 \$
Nihtauchin Chisasibi Center of Sustainability	47 160 \$

Information au 28 février 2019

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

56. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

57. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

a) Selon sa Planification annuelle en ressources informationnelles (PARI), la dépense totale prévue de la Société du Plan Nord en 2018-2019 s'élève à 623 499 \$.

b) La Société du Plan Nord n'a pas de grand dossier en cours.

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) En réponse à cette question, se référer à la question 7 des demandes de renseignements généraux.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au Rapport d'activité 2018-2019 de la Société du Plan Nord.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2017-2018 et 2018-2019 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Aucun paiement n'a été effectué pour une cotisation à un ordre ou corporation professionnel.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes : a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 - base annuelle (en Mt CO₂); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt CO₂); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en Kt de CO₂); e) les investissements totaux des projets (en milliers \$); f) les aides financières totales du ministre (en milliers \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.